

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Grèce. Elections. Crise migratoire.

ALL IN ALL THEY ARE JUST ANOTHER BRICK IN THE WALL.

La Grèce se prépare à des élections très tendues, [annoncées pour le 21 mai](#) 2023, dont les principaux enjeux tournent autour de l'État de droit et des libertés.

- Le gouvernement de K. Mitsotakis (Nea-Demokratia centre-droit) cristallise les positions à son égard avec [la construction d'un mur à la frontière de l'UE](#).
 - Ce mur serait érigé le long de la rivière Evros dont le nom marque symboliquement la frontière mythologique entre Europe et Asie.
 - Située à quelques kilomètres de la frontière greco-turque terrestre, la zone est déjà parcourue de palissades et barbelés.
 - Le futur mur serait donc supposé empêcher le passage de migrants par voie terrestre depuis la Turquie.
 - Il convient de relever qu'il ne s'agit pas de l'unique point de passage des flux migratoires.
- Aucune organisation ou institution supranationale ne peut empêcher un État souverain de construire un mur sur son territoire.
 - Le [Parlement européen s'est toutefois explicitement opposé à l'utilisation de fonds européens](#) pour financer le mur-frontière.
 - Le Premier ministre grec [assure cependant qu'il va poursuivre le projet](#) sur fonds nationaux pour des raisons de sécurité nationale.
 - Déjà mis en cause pour dans [un scandale d'écoutes illégales](#) K. Mitsotakis, au-delà de sa tentative de « trumpisation » générale de la vie politique, fait de ce mur un enjeu électoral et européen.
 - Un mur serait donc la solution pour contrer la défaillance, en matière de gestion des flux migratoires, du gouvernement précédent.
 - En se présentant comme le gardien de la frontière extérieure de l'Europe, il s'assure des soutiens dans l'Union européenne, comme les gouvernements d'Italie et d'Autriche.
 - Cela peut aussi s'expliquer par le fait que la [question de la solidarité des États membres de l'UE](#) dans la gestion des flux migratoires n'appelle visiblement toujours pas de réponse.

IA. ChatGPT. Risques. Désinformation.

OUTKAST.

Le 29 mars 2023, dans [une lettre ouverte signée par les représentants de 7 autres États](#), dont la Pologne, l'Ukraine et la République tchèque, le gouvernement moldave a appelé les PDG des Big Tech à se pencher d'urgence sur les risques démocratiques que présentent les plateformes de médias sociaux.

- Cela fait suite à cette découverte, par les services de renseignement moldaves, de complots menés en ligne, sur ces plateformes, par le Kremlin pour déstabiliser le gouvernement.
 - La lettre souligne en particulier la menace de la désinformation en ligne, rendue encore plus préoccupante par la technologie de l'Intelligence artificielle (IA *deepfake*).

- Cet appel inquiet à l'autorégulation des Big Tech fait écho à une prise de conscience généralisée des conséquences indésirables de l'IA sur le débat démocratique et l'espace public.
- Le 22 mars 2023, [le Future of Life Institute](#) a publié sa propre lettre ouverte appelant à un moratoire de six mois sur le développement de technologies d'IA plus puissantes que le logiciel Chat-GPT 4.
 - Par crainte d'une perte de contrôle pour l'industrie et la société, le document a même été signé par Elon Musk (Twitter et Tesla) ou Steve Wozniak (Apple).
- Les pays d'Europe de l'Est, soumis à d'intenses attaques sur le champ de la guerre informationnelle, par la Russie, ressentent plus vivement encore les menaces que représentent les manipulations d'images permises par l'IA sur la stabilité de leurs institutions.
- Les mouvements de réaction désordonnés face à ce nouveau défi pour les droits et les libertés publiques se multiplient.
 - L'Italie a, par exemple, pris [la décision étrange d'interdire le logiciel](#) « au nom du respect de la vie privée ».
 - Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), de son côté, demande d'ailleurs aux autorités européennes et nationales de [lancer une enquête sur les risques posés par les chatbots tels que ChatGPT](#).
 - Elle s'inspire d'une plainte déposée par le groupe de la société civile Center for AI and Digital Policy, basé aux États-Unis, auprès de la Federal Trade Commission.
 - Cette plainte met en évidence des questions essentielles concernant l'impact du ChatGPT sur la protection des consommateurs, la protection des données, la vie privée et la sécurité publique. Sans oublier [les conséquences socio-économiques sur l'emploi](#).
 - Le BEUC craint que, même si l'UE travaille actuellement sur une législation relative à l'IA, il faille des années pour que la loi sur l'IA entre en vigueur.
 - Ceci mettrait les consommateurs en danger face à une technologie qui n'est pas réglementée de manière adéquate pendant la période intérimaire.
 - Ce décalage temporel qui rappelle les atermoiements et les lenteurs des législations bioéthiques à se mettre en place.

Vidéosurveillance algorithmique. Sécurité intérieure. Forces de l'ordre.

MINORITY REPORT.

Il y a la lettre et l'esprit des lois - s'il y a un domaine dans lequel cette grande leçon de Montesquieu prend tout son sens, c'est bien dans les arbitrages entre ordre public et libertés individuelles. En effet, derrière l'enthousiasme technologique, le développement des moyens techniques à la disposition de la puissance publique semble nous rapprocher un peu plus des dystopies totalitaires que la science-fiction dépeint depuis des décennies.

- Au grand dam des ONG mobilisées sur le sujet (de [Human Rights Watch](#) à [la Quadrature du Net](#)), le gouvernement français a saisi l'occasion de l'organisation des Jeux Olympiques pour [légaliser l'utilisation de la vidéosurveillance algorithmique](#), jusqu'en décembre 2024.

- Les ONG dénoncent des prétextes fallacieux et des stratégies du gouvernement pour éviter toute discussion concrète sur le fonctionnement technique et les conséquences politiques et juridiques de ces outils en termes de surveillance de masse.
- Du côté du législateur, on avance les [essais considérés comme concluants dans certaines villes test](#) en situation de mouvement de foule et dépôt de déchets sauvages.
 - L'algorithme de vidéosurveillance permet de détecter en temps réel des phénomènes de délinquance que l'œil humain ne verrait que trop tard.
- Même s'il ne s'agit pas exactement de reconnaissance faciale, l'algorithme de vidéosurveillance est une technologie de surveillance biométrique, ce qui implique en quelque sorte une automatisation du repérage des gestes potentiellement provocateurs d'actes de délinquance.
 - La Quadrature du Net met en garde contre le fait que le renforcement de la surveillance policière contribue à une stratégie politique visant à étouffer toute forme de protestation.
 - Ceci vient conforter les soupçons croissants de [répression du mouvement social](#) et [des oppositions politiques](#).
 - L'outil apporte donc de nouvelles perspectives en matière de répression à la délinquance mais il est très difficile de dire qu'il pourra avoir un effet en matière de prévention.
 - Les autorités françaises sont probablement à la fois marquées par le risque, toujours pesant, d'attentat terroriste sur son territoire et par les [violences qui avaient marqué la finale de la Ligue des Champions au Stade de France en mai 2022](#).
 - Si on peut admettre la volonté de vouloir mieux distinguer les délinquants, et renforcer les preuves au procès, au moment de les sanctionner on imagine mal un individu violent ou sous l'emprise de stupéfiants se voir découragé par la possibilité d'être repéré par la vidéosurveillance.
 - La distinction entre répression et prévention s'est durablement installée dans le débat public sur la sécurité mais il semblerait que la seconde ne dispose pas des mêmes faveurs médiatiques.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Occident. Chine. Influence. Taiwan.

TROP FACILE.

Plus encore que la Russie, la Chine représente un véritable casse-tête stratégique pour l'UE. Comment rompre avec les décennies de naïveté complaisante à l'égard d'un partenaire devenu rival, et défendre les intérêts européens sans adopter la rhétorique de l'ennemi et se retrouver *de facto* alignés sur la défense des intérêts américains?

- Dans un exercice d'équilibre, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen a esquissé, dans son discours du 30 mars 2023, [une nouvelle approche des relations entre l'UE et la Chine](#).
 - Elle appelle à une position plus ferme à l'égard de la Chine en raison des distorsions causées par le capitalisme d'État chinois.
 - Sans adopter la stratégie américaine de « découplage » entre les économies, la Présidente propose plutôt de se concentrer sur la réduction des risques plutôt que sur une distanciation mutuellement néfaste.
 - Elle a également évoqué la possibilité d'un « instrument » visant à empêcher le transfert de technologies émergentes sensibles de l'UE vers la Chine.
 - Ce discours intervient quelques jours avant sa visite avec Emmanuel Macron en Chine, [à l'invitation du président français](#).
 - Associer la Commission européenne à son initiative diplomatique est un geste important de la part du président Macron. Au moins pour le symbole.
 - C'est une façon de souligner l'unité des Européens et de rappeler ses partenaires à leurs devoirs de solidarité européenne.
 - On pense en particulier à l'Allemagne, dont [le Chancelier Olaf Scholz en décembre 2022 avait fait cavalier seul](#) lors d'une visite à Beijing, aux accents de nationalisme industriel évidents.
- Cette visite intervient à un moment crucial, après celle de Xi à Vladimir Poutine pour réaffirmer un axe antioccidental.
 - Entre-temps, [le président chinois Xi Jinping a insisté sur la préparation à la guerre](#) lors de la réunion annuelle du parlement chinois et du principal organe consultatif politique.
 - Il a annoncé, une augmentation de 7,2 % du budget de la défense de la Chine et des plans pour rendre le pays moins dépendant des importations de céréales étrangères.
 - Les préparatifs militaires de Pékin (lois sur la préparation militaire, abris antiaériens et nouveaux bureaux de « mobilisation pour la défense nationale ») et sa rhétorique menaçante à l'égard des États-Unis laissent penser que Xi a déjà tiré les leçons des échecs du président russe en Ukraine.
 - Il nous tarde d'avoir l'analyse de ces faits par les conseillers [en stratégie de l'industrie automobile](#).

- Cette mise en ordre de bataille s'accompagne de dispositions ciblant directement les soutiens éventuels à l'indépendance de Taïwan, et la création d'une liste noire de militants indépendantistes et de dirigeants politiques à Taïwan.
 - On y trouve aussi une autorisation légale d'assassiner les personnes figurant sur cette liste, y compris le vice-président de Taïwan.
 - Ce dernier, nouveau président du parti au pouvoir, estime qu'il est [« inutile de chercher à apaiser la Chine »](#).
- Cela étant probablement en lien avec la proximité de l'élection présidentielle à Taïwan, dans moins d'un an.
 - Pour cette élection, se jouent en filigrane les alliances et la confrontation entre Beijing et Washington, comme [le rappelle Pierre Haski dans sa chronique](#).

Influence. Paix. Culture stratégique.

ATERRISSAGE FORCÉ.

Intellectuel bulgare et penseur de l'Europe, Ivan Krastev, président du Centre for Liberal Strategies, chercheur à l'Institute for Human Sciences et auteur [du *Destin de l'Europe*](#), a livré un entretien très intéressant au site [Visegrad Insight](#) sur l'Europe et l'avenir de l'Ukraine au sein de l'UE.

- I. Krastev note que l'agression de la Russie contre l'Ukraine a remis en question la politique de sécurité de l'Union européenne en montrant que la paix n'était pas un acquis.
 - Il évoque également la structure de pouvoir de l'Occident, expliquant que les Européens considèrent que les États-Unis et l'Union européenne sont identiques dans la plupart des pays en dehors de l'Occident.
 - En admettant que l'unité européenne apparaît comme forte, la souveraineté de l'UE n'est toujours pas au centre de l'agenda.
- I. Krastev estime que le changement culturel nécessaire pour remédier au manque de [culture stratégique commune au niveau européen](#), ainsi que l'idée que l'interdépendance économique permet d'éviter les guerres majeures.
 - Il souligne le fait que le potentiel militaire de l'UE n'est pas impressionnant et qu'il est nécessaire de changer la perspective culturelle quant à l'importance de la puissance militaire.
 - En conclusion, il affirme que l'idée de l'Europe en tant que puissance autonome est liée à l'époque de Trump et qu'elle a touché le cœur de nombreuses personnes.
 - Toutefois, la perte d'attrait pour l'Europe en tant que puissance souveraine est principalement liée au fait que les États-Unis recommencent à agir d'une manière similaire à l'époque de la guerre froide.

- Les réflexions d'Ivan Krastev sont une incitation supplémentaire pour l'UE et ses dirigeants à sortir de leur tendance trop complaisante à l'eurocentrisme pour prendre acte de l'état du monde.
 - Un monde dans lequel l'Afrique est, par exemple, le lieu d'investissements stratégiques massifs de la Chine sur les matières premières critiques, comme l'illustre [cette carte de the Economist](#).
 - Il est temps d'arrêter de s'admirer dans le miroir : nous ne sommes pas seuls au monde, rappelle l'historien espagnol Ortiz-Serrano [dans un long éditorial pour El Pais](#).
 - Il insiste justement sur les trajectoires de la Chine et des Etats Unis pour plaider la cause d'une Europe actrice et non spectatrice d'un monde multipolaire.
 - La guerre de Poutine en Ukraine agit à ce sujet comme un catalyseur d'unité remarquable, souligne le professeur Riccardo Perissich, [dans un long éditorial pour Telos](#). Il explique :
 - *« Si la stratégie commune doit continuer à bénéficier du soutien de l'opinion, les gouvernements ont deux impératifs.*
 - *Le premier, tout en reconnaissant avec réalisme les différentes situations nationales, est d'accroître la coordination et, surtout, la rapidité de la mise en œuvre de leurs engagements.*
 - *Le second est de rendre plus clair et plus cohérent le discours sur ce qui est fait et pourquoi. »*

GREEN DEAL



Nucléaire. Zéro émission nette. Stratégique.

HUMPTY DUMPTY QUOTES.

Publié le 16 mars 2023 par la Commission, [le règlement « zéro émission nette »](#) a pour ambition de favoriser [la production de technologies propres sur le territoire de l'UE](#).

- Comme [pour la taxonomie verte en son temps](#), la bataille politique porte sur les réponses à apporter à la question : qu'est-ce qu'une technologie propre ? Et en sous-texte : quid du nucléaire ?
 - Au dernier Conseil de l'UE, sous présidence suédoise, consacré à l'énergie [deux groupes de pays](#) se sont fait face.
 - D'un côté, une « alliance nucléaire », menée par la France regroupant 10 autres États membres.
 - De l'autre, les neuf « amis des renouvelables » comprenant notamment l'Allemagne, l'Espagne et l'Autriche.
 - Cette « bataille du nucléaire » rejoue les mêmes lignes de front que celle qui avait eu lieu au moment d'inclure ou non [le nucléaire dans la taxonomie verte](#), conclue par une victoire des soutiens de cette énergie labellisée « bas-carbone ».
 - Ici, les deux groupes tentent de s'assurer que leurs choix de production d'énergie soient favorisés par le « Net Zero Industry Act » et puissent disposer des aides publiques afférentes.
- La question la plus controversée est celle de l'attribution du titre de « stratégique » aux technologies de production d'énergie basées sur le nucléaire, qu'il s'agisse de la fission nucléaire classique ou des méthodes de production d'hydrogène à venir.
 - Si le nucléaire est considéré comme « stratégique » dans le règlement « Net Zero Industry Act », il [bénéficiera d'un certain nombre d'avantages clés](#), un « soutien particulier et sera soumis au critère de référence de production nationale de 40 % ».
 - L'argument de la France et de ses soutiens dans la défense du nucléaire repose sur le fait que l'énergie nucléaire permet une décarbonisation rapide.
 - À ce titre, ils s'inquiètent d'une déclaration d'Ursula Von der Leyen du 23 mars 2023 qui affirme que les méthodes de production d'énergie nucléaire n'avaient pas de valeur « stratégique ».
 - Maladresse ou pas, cette déclaration provoque des angoisses et conforte les eurosceptiques qui ne manqueront pas d'y voir – encore – un coup de force allemand, alors que la présidente de la Commission européenne ne représente pas son État membre d'origine.
 - Les États qui prônent l'utilisation exclusive des énergies renouvelables s'indignent à l'idée que l'argent des contribuables européens, par le biais du budget de l'UE, puisse servir à soutenir des projets nucléaires.
 - Ce qui est compréhensible si eux, sur leur territoire national, ont fait le choix de sortir de cette énergie.

Moteurs thermiques. Allemagne. Coalition.

TRIBUTE TO DIE PRINZEN.

L'UE est un ordre juridique supranational et ses textes sont issus de procédures. Or, dans chaque institution, se jouent des jeux d'acteurs et les textes sont le fruit de ces rapports de force. Et parfois même, les dynamiques sont d'abord celles d'une querelle interne à une coalition gouvernementale.

- C'est ce qui semble s'être passé autour du psychodrame, [comme le nomme Le Monde](#), politique sur le vote du Conseil en faveur de l'interdiction des véhicules à moteurs thermiques en 2035.
 - Le chancelier Olaf Scholz a remis en cause le compromis européen sur l'abandon du moteur thermique et provoqué une vague de colère chez ses partenaires de coalition gouvernementale.
 - C'est donc très probablement pour des raisons politiques internes qu'il affiche cette décision : [Le Point](#) en a fait une recension.
- Au-delà des jeux d'influence assez classiques, ce qui est problématique au regard des ambitions environnementales européennes, c'est que les ambitions du Green Deal européens cèdent aux demandes de l'Allemagne concernant la protection spéciale de ses intérêts industriels.
 - La Commission européenne [a accepté de céder sur les carburants électroniques](#) et a promis de les faire passer malgré ses propres réserves.
 - Porsche pourra continuer à construire des voitures à carburant, à condition qu'elles soient alimentées par des carburants électriques verts.
 - La Commission admet que ces moteurs pourront utiliser du dioxyde de carbone capturé lors de processus industriels, et de l'hydrogène produit à partir de sources d'énergie renouvelables.
 - Cette utilisation très coûteuse et s'accompagne en outre d'une promesse du ministre FDP (libéraux) Christian Lindner, ami personnel d'Oliver Blume, le PDG de Porsche, [d'exonérer les e-carburants de taxes](#).
 - Ferrari et d'autres constructeurs italiens de voitures de luxe en bénéficieront également, ce qui explique le soutien de l'Italie à la démarche allemande.
- Comme [le font remarquer certains commentateurs](#), cela montre jusqu'où un pays comme l'Allemagne peut aller pour sauvegarder des industries non viables ou contraire à l'intérêt européen.
 - Rappelant la défense bec et ongle du choix de Nord Stream 2 et de l'importance du gaz russe, ces observateurs estiment que l'Allemagne s'enfoncé dans « le déni sur l'avenir de l'automobile, et des transports en général ».
 - Au fond, l'idée qu'un grand État membre puisse rouvrir des accords existants pour des considérations de politique intérieure a sûrement été accueillie avec beaucoup d'intérêt par certains de ses partenaires, comme Viktor Orbán.
 - Les motivations écologistes si ardemment invoquées à propos du nucléaire semblent être de moindre importance dans ce cadre.
 - Un levier de négociation pour les défenseurs du nucléaire se trouve probablement là.